

CARTOGRAPHIE DES PRINCIPALES SANCTIONS EXTRATERRITORIALES AMÉRICAINES DE PLUS DE 100 MILLIONS DE \$ ENTRE 2008 ET 2022 PAR AUGUSTIN DE COLNET

* Les sources de cette cartographie sont à retrouver dans l'annexe par pays. La présence de surveillants en indigé n'a pas été mentionnée.

* Affaire « Bonny Island » au Nigeria. Une joint-venture (JSV) constituée de Corporation, Technip SA, Snamprogetti Netherlands BV et Kallag Brown & Root Inc.

Amendes payées aux autorités américaines au titre du FCPA

Amendes payées aux autorités américaines pour violation d'embargos

Amendes payées aux autorités américaines pour financement du terrorisme

ODEBRECHT

ACTIVITÉ : Construction (conglomérat)

AMENDE : 260 millions de \$ (2017)

MOTIF : « Prés de 788 millions de dollars auraient été versés entre 2001 et 2016 à des fonctionnaires, à leurs représentants et à des partis politiques afin de gagner des affaires » dans 12 pays : le Brésil, l'Argentine, la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, le Venezuela. Deux pays africains sont également concernés : l'Angola et le Mozambique ».

EMBRAR

ACTIVITÉ : Aéronautique

AMENDE : 205,5 millions de \$ (2016)

MOTIF : Versement de plusieurs millions de dollars de pots-de-vin à des agents gouvernementaux entre 2005 et 2010, en République dominicaine, en Arabie saoudite, en Inde et au Mozambique, et ce, pour faciliter la vente d'une quinzaine d'avions.

PETROBRAS

ACTIVITÉ : Exploration pétrolière - Production - distribution d'énergie

AMENDE : 170,6 millions de \$ (2010)

MOTIF : « Versement de centaines de millions de dollars de pots-de-vin à des politiciens et partis politiques brésiliens ».

MTS

ACTIVITÉ : Télécommunications

AMENDE : 850 millions de \$ (2019)

MOTIF : Mobile TeleSystems PJSC est accusé par la SEC d'avoir versé plusieurs centaines de millions de dollars de pots-de-vin à des officiels ouzbeks de 2004 à 2012.

ERICSSON

ACTIVITÉ : Télécommunications

AMENDE : 1,06 milliards de \$ (2019)

MOTIF : Versement de plusieurs dizaines de millions de dollars de pots-de-vin à Djibouti, en Chine, au Vietnam, en Indonésie et au Koweït.

Telia

ACTIVITÉ : Télécommunications

AMENDE : 691,6 millions de \$ (2017)

MOTIF : Versement de plus de 331 millions de dollars de pots-de-vin à un responsable du gouvernement ouzbek entre 2007 et 2010 « pour obtenir une licence 3G en Ouzbékistan ainsi qu'une participation de 20% dans l'opérateur téléphonique Ucell ».

KBR

ACTIVITÉ : Ingénierie et construction

AMENDE : 579 millions de \$ (2009)

MOTIF : Kellogg Brown & Root est accusé d'avoir versé plusieurs dizaines de millions de dollars de pots-de-vin à des responsables du gouvernement nigérien pour obtenir des contrats concernant la construction d'installations de gaz naturel liquéfié (GNL), et ce, entre 1995 et 2004.

OCH-ZIFF

ACTIVITÉ : Fonds d'investissement

AMENDE : 412 millions de \$ (2016)

MOTIF : Versement de pots-de-vin à des officiels libyens afin d'inciter le fonds souverain de la Libyan Investment Authority à investir au moins 300 millions de dollars dans des fonds gérés par Och-Ziff - corruption de responsables gouvernementaux pour obtenir des droits miniers au Tchad, au Niger, en Guinée et en République démocratique du Congo.

Alcoa

ACTIVITÉ : Production d'aluminium et d'alumine

AMENDE : 384 millions de \$ (2014)

MOTIF : Versement de 5,5 millions de dollars de pots-de-vin entre 2004 et 2009 à des fonctionnaires du Royaume du Bahreïn afin de conclure une série d'accords d'approvisionnement en alumine auprès d'une fondée d'aluminium bahreïnite.

Walmart

ACTIVITÉ : Grande distribution

AMENDE : 282,7 millions de \$ (2019)

MOTIF : Versement de pots-de-vin à des représentants de gouvernements étrangers de 2000 à 2011 au Mexique, en Inde, au Brésil et en Chine afin notamment d'obtenir des permis pour y construire des magasins facilitant ainsi des expansions locales.

J.P.Morgan

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 264 millions de \$ (2016)

MOTIF : Attribution « d'emplois prestigieux à des parents et amis de responsables du gouvernement chinois afin de remporter des contrats bancaires » - programme "Sons and Daughters"

Weatherford

ACTIVITÉ : Industrie para-pétrolière

AMENDE : 152 millions de \$ (2013)

MOTIF : Versement de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers en Afrique et au Moyen-Orient - violation du programme pétrole contre nourriture en Irak - Exportation au réexportation sans licence de marchandises d'origine américaine vers des pays sous sanction économique américaine : Cuba, Iran, le Soudan et la Syrie.

AVON

ACTIVITÉ : Cosmétique

AMENDE : 135 millions de \$ (2014)

MOTIF : Versement de près de 8 millions de dollars de pots-de-vin à des représentants du gouvernement chinois de 2004 à 2008, afin d'obtenir et de conserver des avantages commerciaux en Chine.

HP INCORPORATED

ACTIVITÉ : Informatique

AMENDE : 108 millions de \$ (2014)

MOTIF : Versement de plusieurs millions de dollars de pots-de-vin à des fonctionnaires en Russie et en Pologne ainsi qu'à des cadres supérieurs au Mexique pour obtenir des contrats de vente de matériel informatique, de logiciels et de licences.

Panasonic

ACTIVITÉ : Concepteur d'appareils de divertissement et de communication en vol. (Conglomérat)

AMENDE : 280 millions de \$ (2018)

MOTIF : Versement de pots-de-vin à des responsables publics de compagnies aériennes démarchées par les commerciaux de la filiale Panasonic Avionics Corporation au Moyen-Orient et en Asie, afin d'obtenir des contrats.

400 CORPORATION

ACTIVITÉ : Ingénierie et construction

AMENDE : 219 millions de \$ (2011)

MOTIF : Corruption de fonctionnaires nigériens « pour obtenir des services d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction ».

HSBC

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 1,9 milliards de \$ (2012)

MOTIF : Blanchiment d'argent sale appartenant notamment à des cartels mexicains - transfert de fonds d'origine suspecte hors de Cuba, d'Iran, des Îles Caïman, d'Arabie saoudite ou de Syrie.

Standard Chartered

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 667 millions de \$ (2012)

MOTIF : « De 1995 à 2007, la SCB a violé les lois des États-Unis et de l'État de New York en transférant illégalement des millions de dollars dans le système financier américain au nom d'entités iraniennes, soudanaises, libyennes et birmanes soumises aux sanctions économiques américaines ».

BAE SYSTEMS

ACTIVITÉ : Aéronautique, sécurité, défense, Opérations

AMENDE : 400 millions de \$ (2010)

MOTIF : Versement indirect de pots-de-vin pour l'obtention de contrats en République tchèque, en Hongrie, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Roumanie. Enfreinte de la loi sur le contrôle des exportations d'armes (ECA) et le règlement sur le trafic international d'armes (ITAR) - contrat Al-Yamamah (série de contrats de vente d'armes conclus entre le Royaume-Uni et l'Arabie Saoudite).

LLOYDS BANK

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 350 millions de \$ (2009)

MOTIF : De 1995 à 2007, la SCB a violé les lois des États-Unis et de l'État de New York en transférant illégalement des millions de dollars dans le système financier américain au nom d'entités iraniennes, soudanaises, libyennes et birmanes soumises aux sanctions économiques américaines.

BARCLAYS

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 298 millions de \$ (2010)

MOTIF : « Les violations concernent des transactions que Barclays a menées illégalement (des années 1990 et jusqu'en septembre 2006) pour le compte de clients de Cuba, d'Iran, du Soudan et d'autres pays (Libye et Birmanie) sanctionnés dans le cadre de programmes administrés par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) ».

Rolls-Royce

ACTIVITÉ : Aérospatiale, défense et énergie

AMENDE : 170 millions de \$ (2017)

MOTIF : Versement de plus de 35 millions de \$ de pots-de-vin entre 2008 et 2013 notamment en Thaïlande, au Brésil, au Kazakhstan mais aussi en Azerbaïdjan, en Angola et en Irak.

BNP

ACTIVITÉ : Banque, assurance

AMENDE : 8,9 milliards de \$ (2015)

MOTIF : Contournement des sanctions économiques imposés par les États-Unis à l'encontre du Soudan, de Cuba et de l'Iran, et ce, de 2004 à 2012.

CA

ACTIVITÉ : Banque, assurance

AMENDE : 787 millions de \$ (2015)

MOTIF : Non-respect des embargos économiques américains portant sur le Soudan, l'Iran, Cuba et la Birmanie de 2003 à 2008.

LAFARGE

ACTIVITÉ : Construction

AMENDE : 778 millions de \$ (2022)

MOTIF : Versement de plusieurs millions de dollars de paiements illicites entre 2013 et 2014 notamment à deux organisations terroristes, dont l'État islamique d'Irak et al-Sham (ISIS) et au Front al-Nusra (ANF) pour le maintien d'une cimetière en Syrie. (Lafarge a été racheté par le Suisse Holcim en 2021)

ALSTOM

ACTIVITÉ : Infrastructures d'énergie (conglomérat)

AMENDE : 772 millions de \$ (2014)

MOTIF : Corruption d'agents publics en Arabie saoudite, en Indonésie, en Égypte, aux Bahamas et à Taiwan afin d'obtenir des contrats de fourniture de services liés à l'électricité. (Alstom Energie a été racheté par l'américain General Electric en 2015)

AIRBUS

ACTIVITÉ : Aéronautique

AMENDE : 526 millions de \$ (2020)

MOTIF : Utilisation de partenaires commerciaux tiers entre 2008 et 2015 pour soutayer des fonctionnaires, ainsi que des dirigeants de compagnies aériennes publiques et privées, dans le monde entier afin d'acheter des avions et des satellites Airbus. Pays concernés : Sri Lanka, Indonésie, Japon, Russie mais aussi Chine, Népal, Ghana... - violation de la norme ITA

TotEnergies

ACTIVITÉ : Exploration pétrolière et gazière - Production - Distribution d'énergies

AMENDE : 398 millions de \$ (2013)

MOTIF : Corruption d'officiels iraniens pour obtenir des concessions pétrolières et gazières. Environ 60 millions de dollars de pots-de-vin auraient été versés par le groupe pétrolier entre 1995 et 2004.

Technip

ACTIVITÉ : Ingénierie pétrolière et gazière

AMENDE : 338 millions de \$ (2010)

MOTIF : Corruption de fonctionnaires nigériens de 2001 à 2007 afin d'obtenir des contrats pour la construction d'installations de gaz naturel liquéfié (GNL). (Technip a été racheté par l'américain FMC en 2016)

SOCIETE GENERALE

ACTIVITÉ : Banque, assurance

AMENDE : 293 millions de \$ (2018)

MOTIF : Violation des sanctions économiques américaines à l'encontre de Cuba, de l'Iran et du Soudan entre 2003 et 2013 - Versement de pots-de-vin de 2004 à 2009 à des hauts fonctionnaires libyens afin de sécuriser les investissements de diverses institutions publiques libyennes pour la Société Générale.

Alcatel-Lucent

ACTIVITÉ : Télécommunications

AMENDE : 137 millions de \$ (2018)

MOTIF : Versement de pots-de-vin entre 1990 et 2006 à des fonctionnaires étrangers ainsi qu'à des dirigeants d'entreprise, et ce, « dans le but d'obtenir et de conserver des affaires au Costa Rica, au Honduras, en Malaisie et à Taiwan» (Alcatel-Lucent a été racheté par le finlandais Nokia en 2016)

COMMERZBANK

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 1,45 milliards de \$ (2015)

MOTIF : Violations des sanctions économiques américaines visant l'Iran et le Soudan entre 2001 et 2008 - favoritisme d'une fraude comptable concernant le groupe japonais Olympus

SIEMENS

ACTIVITÉ : Énergie, santé, industrie et bâtiment. (conglomérat)

AMENDE : 800 millions de \$ (2019)

MOTIF : Opérations de corruption notamment en Argentine, au Bangladesh, en Irak et au Venezuela

Extradition vers les USA par la police croate en 2017 du retraité Allemand Eberhard Reichert, 78 ans. Six autres cadres et agents du groupe Siemens seraient toujours mis en examen pour corruption par le DOJ et recherchés par la justice américaine. Considérés comme fugitifs par les États-Unis, ils ont tous choisi de ne pas quitter le territoire Allemand depuis le 13 décembre 2011

FRESenius MEDICAL CARE

ACTIVITÉ : Industrie du matériel médical - services médicaux

AMENDE : 231 millions de \$ (2019)

MOTIF : Entre 2007 et 2016, Fresenius a versé des pots-de-vin à des fonctionnaires de la santé et/ou du gouvernement pour obtenir ou conserver des affaires en Angola et en Arabie saoudite, ainsi qu'au Maroc, en Espagne, en Turquie - mais également dans une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest.

Deutsche Bank

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 125 millions de \$ (2021)

MOTIF : Versement de pots-de-vin de 2008 à 2017 via un réseau de consultants afin d'obtenir et de conserver des projets commerciaux en Chine, en Italie, à Abu Dhabi et en Arabie saoudite.

AMENDE : 258 millions de \$ (2015)
MOTIF : Violation d'embargos économiques imposés par les États-Unis à l'Iran, la Libye, la Birmanie et le Soudan de 1999 à 2006.

DAIMLER

ACTIVITÉ : Construction automobile

AMENDE : 185 millions de \$ (2010)

MOTIF : Versement de plusieurs dizaines de millions de dollars de pots-de-vin à des fonctionnaires étrangers, et ce, dans au moins 22 pays - afin de favoriser l'obtention de contrats avec des clients gouvernementaux pour l'achat de véhicules Daimler. (La société a pris le nom de "Mercedes-Benz Group")

PANALPINA

ACTIVITÉ : Transports et logistique

AMENDE : 237 millions de \$ (2010)

MOTIF : Entre 2002 et 2007, Panalpina a déclaré avoir versé près de 27 millions de dollars dans au moins sept pays, dont l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Brésil, le Kazakhstan, le Nigeria, la Russie et le Turkménistan, et ce, afin de soutayer des fonctionnaires étrangers au nom de clients pour le dédouanement.

eni

ACTIVITÉ : Exploration pétrolière et gazière - Production - Distribution d'énergies

AMENDE : 365 millions de \$ (2010)

MOTIF : Versement de plusieurs dizaines de millions de \$ de pots-de-vin entre 1994 et 2004 par ENI et via son ancienne filiale néerlandaise Snamprogetti, à des fonctionnaires du gouvernement nigérien pour la construction d'installations de gaz naturel

teva

ACTIVITÉ : Industrie pharmaceutique

AMENDE : 520 millions de \$ (2016)

MOTIF : Corruption de fonctionnaires en Russie, en Ukraine et au Mexique

ING

ACTIVITÉ : Banque

AMENDE : 619 millions de \$ (2012)

MOTIF : Non-respect des embargos américains sur l'Iran et Cuba de 1990 à 2007 - transfert illégal de plus de 2 milliards de dollars via le système financier américain.

VimpelCom

ACTIVITÉ : Télécommunications

AMENDE : 397,4 millions de \$ (2016)

MOTIF : VimpelCom est accusée d'avoir versé « plus de 114 millions de dollars de pots-de-vin à un fonctionnaire du gouvernement en Ouzbékistan entre 2006 et 2012 pour lui permettre d'entrer et de continuer à opérer sur le marché ouzbek des télécommunications » (la société a pris le nom de VEON).

SBIR OFFSHORE

ACTIVITÉ : Groupe parapétrolier

AMENDE : 238 millions de \$ (2017)

MOTIF : « Corruption d'agents publics étrangers au Brésil, en Angola, en Guinée équatoriale, au Kazakhstan et en Irak » de 1996 à 2013, « dans le but d'obtenir ou de conserver des contrats avec des sociétés pétrolières publiques ».

Köppel Offshore & Marine

ACTIVITÉ : Chantiers navals, réparation et modernisation de navires - construction de plateformes offshore (conglomérat)

AMENDE : 105 millions de \$ (2017)

MOTIF : Köppel OMA est accusée d'avoir versé entre 2001 et 2014 « environ 55 millions de dollars de pots-de-vin à des responsables de Petrosbras et du parti alors au pouvoir au Brésil afin de remporter 13 contrats avec Petrosbras et une autre entité brésilienne, Sete Brasil ».

GLENCORE

ACTIVITÉ : Négociation, courtage et extraction de matières premières

AMENDE : 700 millions de \$ (2022)

MOTIF : Versement de près de 80 millions de dollars de pots-de-vin « à des fonctionnaires au Nigeria, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée équatoriale, au Brésil, au Venezuela et en République démocratique du Congo (RDC) » - de 2007 à 2018 « pour obtenir et conserver des affaires avec des entités publiques ».

ABB

ACTIVITÉ : Technologies de l'énergie et de l'automatisation (conglomérat)

AMENDE : 147,5 millions de \$ (2022)

MOTIF : Versement de plus de 37 millions de dollars de pots-de-vin à un fonctionnaire du gouvernement sud-africain entre 2014 et 2017, et ce, afin d'obtenir des contrats liés à la centrale électrique de Kusile.

1. FRANCE

2. ALLEMAGNE

3. ITALIE

4. ISRAËL

5. PAYS-BAS

6. SINGAPOUR

7. SUISSE

10. ÉTATS-UNIS

9. JAPON

8. ROYAUME-UNI

SOURCES DU DOCUMENT



NOTE EXPLICATIVE :

Chers lecteurs,

Suite à la lecture de différents rapports de l'Assemblée nationale, de livres et d'articles de presse sur ce sujet, il m'a semblé pertinent de réaliser une cartographie des sanctions extraterritoriales américaines de plus de 100 millions de dollars - allant de 2008 à 2022, et ce, afin de vulgariser cette thématique.

En effet, l'extraterritorialité du droit américain permet de sanctionner une entreprise étrangère accusée de corruption ou de violation d'embargo dans un pays étranger, dès lors que celle-ci est liée par un lien de rattachement avec les États-Unis : effectuer des transactions commerciales libellées en dollars, posséder une filiale ou une succursale aux États-Unis, être détenteur d'une adresse mail de type "Gmail et Hotmail" ou utiliser un serveur américain (tel qu'Amazon Web Services, Microsoft Azure ou encore Google Cloud Platform). Cela comprend également le fait d'être coté en bourse sur un marché financier américain, effectuer une transaction bancaire au travers d'une "US Person"...

Or, en violant les règles de l'extraterritorialité du droit américain, une société étrangère s'expose à des sanctions financières américaines auxquelles elle ne peut se soustraire.

A titre d'exemple, en acceptant en 2015 de payer cette amende astronomique aux autorités américaines (8,9 milliards de dollars), la BNP évite de fait une situation intenable. En cas de non-paiement de l'amende, celle-ci se traduirait par : une interdiction de traiter des transactions en dollars au niveau mondial¹, une perte de sa licence bancaire américaine et de surcroît, une exclusion² pure et simple du marché américain. (Le dollar reste une devise incontournable au niveau mondial. En 2018, près de 43 %³ des paiements internationaux se font en dollar).

Qui plus est, après la condamnation, une entreprise risque de se voir imposer durant trois à cinq ans la présence d'un surveillant en intégrité⁴ (corporate monitor) « indépendant », affilié au Département de la Justice américaine. Celui-ci est chargé de vérifier⁵ la conformité des opérations de l'entreprise condamnée avec l'intérêt

¹ Témoignage – entretien avec un cadre de la BNP Paribas – hiver 2020

² Ali Laïdi, « Le droit nouvelle arme de guerre économique », *Édition Actes Sud*, page 20, février 2019

³ « "L'euro peut-il remplacer le dollar dans les échanges ?" », *paperjam.lu*, 04.06.2018

⁴ Ali Laïdi, « Le droit : Nouvelle arme de guerre économique », page 120 et 121, *Édition Actes Sud*, février 2019

⁵ (À la charge de l'entreprise)

national américain. (C'est par exemple le cas pour la BNP, Total et la Société Générale).

En somme, le corporate monitor a la responsabilité de s'assurer qu'il n'existe plus de risques de fraudes ou de corruption au sein de l'entreprise récemment sanctionnée.

Les surveillants en intégrité ont la possibilité de transmettre dans leur rapport toutes les informations qu'ils jugent nécessaires à leur mission, ce qui peut inclure des données sensibles ou stratégiques.

Au cours d'un témoignage recueilli par le journaliste Ali Laïdi, l'ancienne déléguée interministérielle à l'intelligence économique Claude Revel, a constaté que des informations hautement confidentielles d'entreprises françaises étaient envoyées aux États-Unis⁶.

« Certaines informations, apparemment banales, sont précieuses pour qui le souhaite : connaître les réseaux internationaux de l'entreprise, déchiffrer sa stratégie commerciale et même connaître ses projets en recherche et développement (R&D), voire la cible de sa prochaine OPA⁷... »

L'Extraterritorialité du droit américain pour les personnes physiques

« Les multinationales ne sont pas les seules concernées⁸ par l'extraterritorialité du droit américain, loin s'en faut : le glaive américain s'abat aussi, périodiquement, sur des individus ».

Les collaborateurs appartenant à des sociétés poursuivies par la justice américaine peuvent eux aussi être inquiétés à titre personnel.

Le risque pour ces dirigeants ou cadres d'entreprise est alors de trois ordres :

- En premier lieu, ces personnes peuvent être incarcérées à tout moment⁹ si elles se rendent sur le territoire américain. Il convient de ne pas non plus négliger le fait de transiter par un pays ayant un accord d'extradition avec les États-Unis.
- En second lieu, les autorités américaines ont plusieurs fois exigé que des groupes européens ou chinois se séparent contre leur gré de certains de leurs

⁶ Idem page 122

⁷ Idem page 122

⁸ Ludovic Lassauce, « Extraterritorialité du droit américain : le grand "Hold-Up" », *La Tribune*, 31/10/2019

⁹ Jean-Claude Beaujour, « Contrats internationaux : l'impact des sanctions américaines sur les PME et ETI », *Les Échos*, 08/08/2018

cadres. Refuser de se plier à ces exigences risquerait d'accroître le montant de l'amende que l'entreprise devra payer et qui plus est, de se voir interdire l'accès au marché américain.

- Enfin, à l'instar de Frédéric Pierucci licencié¹⁰ par la direction d'Alstom au moment de sa première incarcération aux États-Unis, rien ne garantit à un salarié arrêté pour corruption que son entreprise le soutiendra.

Force est de constater que le Département de la Justice américaine est tout sauf indépendant.

Depuis la publication de son livre avec le journaliste Matthieu Aron, Frédéric Pierucci est sollicité à maintes reprises par la presse française. Aux journalistes qui l'interviewent, l'ex-cadre d'Alstom dénonce ouvertement la collusion qui règne entre General Electric et le Département de la Justice américaine. Une entente tacite qui aurait permis au conglomerat américain de racheter Alstom Énergie avec la complicité du DOJ. Il énumère ainsi quatre faits incriminants :

— « *Les États-Unis me libèrent (sous caution en 2014) la semaine¹¹ où le gouvernement français estime que c'est General Electric qui rachète Alstom Énergie* ».

— En 2014, face à l'offre de rachat proposée par l'allemand Siemens, General Electric réplique avec une contre-offre. Le groupe américain propose entre autres de prendre à sa charge l'amende dont devra s'acquitter Alstom, sans même en connaître le montant. À l'époque il est notamment question d'une amende qui pourrait osciller entre 500 millions et un milliard et demi de dollars. Aux yeux de l'ancien dirigeant de la division chaudière d'Alstom, « aucun conseil d'administration ne peut signer un chèque en blanc, car personne ne connaît alors le montant de l'amende¹² ».

— General Electric reconnaît en février 2015 avoir participé¹³ aux négociations menées entre Alstom Énergie, accusé de corruption, et le Département de la justice

¹⁰ Bruna Basini, « Alstom : Emmanuel Macron peut-il sortir Frédéric Pierucci de sa prison américaine ? », *Le Journal du Dimanche*, 19 avril 2018

¹¹ Frédéric Pierucci, « Alstom : la France vendue à la découpe ? », *chaîne YouTube Thinkerview*, Diffusé en direct le 8 juillet 2019

¹² Emmanuel Lévy, « Alstom-General Electric : les preuves du grand racket américain », *Marianne*, 18/01/2019

¹³ Etienne Campion, « "Le bilan de la vente d'Alstom est catastrophique pour l'emploi et pour notre souveraineté" », *Le Figaro*, 4 juin 2019 (mis à jour le 6 juin 2019)

américaine. Pourtant, à l'époque l'énergéticien français reste toujours le principal concurrent du groupe américain. Ce dernier a donc accès à des informations hautement sensibles telles que la stratégie commerciale ou encore les intermédiaires commerciaux de la branche énergie d'Alstom.

— « *Les juges américains, dans le cadre du FCPA, valident “dans 99 % des cas” une transaction financière et exigent le paiement de l’amende dans les dix jours ouvrés¹⁴* ». Or, dans le cas d'Alstom, la décision de justice une fois le deal conclu par les deux parties le 22 décembre 2014, n'est intervenue que onze mois plus tard en novembre 2015, une fois la vente approuvée par la Commission européenne¹⁵.

Remarque : En choisissant d'arrêter Frédéric Pierucci plutôt qu'un autre haut responsable de son groupe, la justice américaine a coupé court à tout rapprochement entre Alstom Énergie et Shanghai Electric. Elle laisse ainsi la place libre au conglomérat américain « *qui convoitait ouvertement Alstom “Power” depuis une décennie¹⁶* ».

Effectivement, avant son incarcération, Frédéric Pierucci s'apprêtait à prendre la direction d'une joint-venture stratégique détenue à 50/50 entre Alstom Énergie et l'entreprise chinoise. « *Ce rapprochement aurait alors constitué le leader mondial¹⁷ sur le marché des centrales électriques à charbon devant General Electric !* ».

En définitive, « *sous couvert de lutte contre la corruption, les Américains affaiblissent certaines entreprises stratégiques pour mieux se positionner¹⁸ sur les marchés mondiaux* ».

La revue Conflit¹⁹ mettait ainsi en valeur en 2014, plusieurs agences ou institutions gouvernementales jouant un rôle clé dans la guerre économique des États-Unis.

¹⁴ Anne-Sophie Bellaiche, « Frédéric Pierucci, sacrifié par Alstom, instrument de GE », *usinenouvelle.com*, 27/01/2019

¹⁵ Anne-Sophie Bellaiche, « L'éclairant calvaire de Frédéric Pierucci, lampiste et appât de l'affaire Alstom », *usinenouvelle.com*, 16/01/2019

¹⁶ Isabelle Jouanneau, « Alstom, le piège américain », *entreprendre.fr*, 07/03/2019

¹⁷ Idem

¹⁸ Patrice Armusieaux, « Le racket géant des amendes économiques infligées par les États-Unis », *linkedin.com*, 14 décembre 2020

¹⁹ David Simonnet, « Nous sommes en guerre économique », *Revue Conflits*, hors-série n° 1 h, page 28 et 29, hiver 2014

Nous pouvons par exemple citer : Le *Department of Energy* (DOE) au travers de son service de renseignement, la *CIA*, la *NSA* ou encore l'*Advocacy Center*.

À l'inverse, sur la scène mondiale, la France ne semble pas être dans une dynamique d'accroissement de puissance économique.

Sur le plan européen, on peut regretter le manque d'unité de ces pays membres incapables de se doter de lois extraterritoriales européennes. Elles offriraient pourtant la possibilité de « jouer d'égal à égal » avec les États-Unis en sanctionnant les entreprises américaines accusées de corruption. Ce constat ne fait que rappeler que l'Union européenne est un géant économique, mais reste un nain politique ; or ce fait n'est pas nouveau. Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'État américain avait déjà employé en 1970 une phrase désormais célèbre : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? » « Pour critiquer le manque de cohésion et de visibilité de l'Union européenne sur la scène internationale²⁰ ».

Enfin, vous pouvez soutenir ce travail en achetant mon livre publié chez VA Éditions intitulé « [Compétition mondiale et intelligence économique : grille d'analyse des risques](#) ». L'ouvrage est disponible sur **VA Éditions** ou en librairie via la **Fnac**, **La Procure**, **Leclerc** et bien d'autres... (Un extrait des 20 premières pages ainsi qu'une synthèse du livre sous forme de cartographie sont disponibles dans les liens ci-dessous) :

https://www.linkedin.com/posts/augustindecolnet_extrait-livre-comp%C3%A9tition-mondiale-et-ie-activity-6868456004158296065-haNd

https://www.linkedin.com/posts/augustindecolnet_menaces-%C3%A9conomiques-augustin-de-colnet-activity-6981271658388987904-FcJG?utm_source=share&utm_medium=member_desktop

Et si cette cartographie vous a plu, faites-le-moi savoir via mon adresse mail : augustin-decolnet@mailo.com

Ce document est destiné à être partagé à votre entourage - **il n'est pas nécessaire de contacter l'auteur pour lui demander l'autorisation de diffuser ce document.**

Augustin de Colnet

²⁰ Alison et Zoitsa, « L'Europe, quel numéro de téléphone ? », *euro-blogs.eu*, 19 décembre 2011

Table des matières

1. FRANCE	7
2. ALLEMAGNE	12
3. ITALIE	15
4. ISRAËL	16
5. PAYS-BAS.....	16
6. SINGAPOUR	17
7. SUISSE	17
8. ROYAUME-UNI	18
9. JAPON	20
10. ÉTATS-UNIS.....	21
11. SUÈDE	24
12. RUSSIE	24
13. BRÉSIL	25
SOURCES COMPLEMENTAIRES	26

1. FRANCE

BNP

Personne morale

“BNP Paribas Agrees to Plead Guilty and to Pay \$8.9 Billion for Illegally Processing Financial Transactions for Countries Subject to U.S. Economic Sanctions”, *justice.gov (Department of Justice)*, June 30, 2014

<https://www.justice.gov/opa/pr/bnp-paribas-agrees-plead-guilty-and-pay-89-billion-illegally-processing-financial>

Personnes physiques

Stéphane Lauer, “La BNP paiera une amende de près de 9 milliards de dollars aux États-Unis”, *Le Monde*, 30 juin 2014

https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/06/30/la-bnp-devra-regler-8-834-milliards-de-dollars-d-amende-aux-etats-unis_4448280_3222.html

Amélie Laurin, “Les têtes commencent à tomber chez BNP Paribas”, *L'AGEFI Quotidien*, 13/06/2014

<https://www.agefi.fr/asset-management/actualites/quotidien/20140613/tetes-commencent-a-tomber-chez-bnp-paribas-128554>

“BNP-Paribas : Washington fait tomber une deuxième tête”, *Le Parisien*, 12 juin 2014

<https://www.leparisien.fr/economie/bnp-paribas-washington-fait-tomber-une-deuxieme-tete-12-06-2014-3916911.php>

CRÉDIT AGRICOLE

“Crédit Agricole Corporate and Investment Bank Admits to Sanctions Violations, Agrees to Forfeit \$312 Million”, *justice.gov (Department of Justice)*, October 20, 2015

« Combined with Payments to Regulators, Bank to Pay \$787.3 Million ».

« According to documents released publicly today, between August 2003 and September 2008, CACIB subsidiaries in Geneva knowingly and willfully moved approximately \$312 million through the U.S. financial system on behalf of sanctioned entities located in Sudan, Burma, Iran and Cuba ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/cr-dit-agricole-corporate-and-investment-bank-admits-sanctions-violations-agrees-forfeit-312>

LAFARGE

“Lafarge Pleads Guilty to Conspiring to Provide Material Support to Foreign Terrorist Organizations”, *justice.gov (DOJ)*, October 18, 2022

« In Justice Department's First Corporate Material Support for Terrorism Prosecution, Lafarge S.A. and its Syrian Subsidiary Admit Revenue-Sharing Agreement with ISIS and Agree to Pay \$778 Million in Fines and Forfeiture ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/lafarge-pleads-guilty-conspiring-provide-material-support-foreign-terrorist-organizations>

“Lafarge condamné à une amende de 780 millions de dollars pour avoir financé le terrorisme en Syrie”, *TV5Monde / AFP*, 18 octobre 2022

« Les avocats du groupe ont plaidé en France que les efforts de Lafarge n'avaient pas l'intention de soutenir l'État islamique mais de s'assurer que leurs activités puissent se poursuivre.

[...] Elle est soupçonnée d'avoir versé en 2013 et 2014, via sa filiale syrienne Lafarge Cement Syria (LCS), plusieurs millions d'euros à des groupes terroristes, dont le groupe État islamique (EI), ainsi qu'à des intermédiaires, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie en Syrie à Jalabiya alors que le pays s'enfonçait dans la guerre. L'enquête des autorités françaises a évalué que ces versements pourraient avoir atteint entre 4,8 et 10 millions d'euros pour le seul groupe EI.

[...] Lafarge est également suspecté d'avoir vendu du ciment de l'usine à l'EI et d'avoir payé des intermédiaires pour s'approvisionner en matières premières auprès de factions djihadistes ».

<https://information.tv5monde.com/info/lafarge-condamne-une-amende-de-780-millions-de-dollars-pour-avoir-finance-le-terrorisme-en>

ALSTOM

Personne morale

“Alstom Pleads Guilty and Agrees to Pay \$772 Million Criminal Penalty to Resolve Foreign Bribery Charges”, *justice.gov (Department of Justice)*, December 22, 2014

« According to the companies' admissions, Alstom, Alstom Prom, Alstom Power and Alstom Grid, through various executives and employees, paid bribes to government officials and falsified books and records in connection with power, grid and transportation projects for state-owned entities around the world, including in Indonesia, Egypt, Saudi Arabia, the Bahamas and Taiwan.

In Indonesia, for example, Alstom, Alstom Prom, and Alstom Power paid bribes to government officials – including a high-ranking member of the Indonesian Parliament and high-ranking members of Perusahaan Listrik Negara, the state-owned electricity company in Indonesia – in exchange for assistance in securing several contracts to provide power-related services valued at approximately \$375 million ».

Personnes physiques

« To date, the department has announced charges against five individuals, including four corporate executives of Alstom and its subsidiaries, for alleged corrupt conduct involving Alstom.

Frederic Pierucci, Alstom's former vice president of global boiler sales, pleaded guilty on July 29, 2013, to conspiring to violate the FCPA and a charge of violating the FCPA for his role in the Indonesia bribery scheme. David Rothschild, Alstom Power's former vice president of regional sales, pleaded guilty on Nov. 2, 2012, to conspiracy to violate the FCPA. William Pomponi, Alstom Power's former vice president of regional sales, pleaded guilty on July 17, 2014, to conspiracy to violate the FCPA ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/alstom-pleads-guilty-and-agrees-pay-772-million-criminal-penalty-resolve-foreign-bribery>

“L’Affaire Hoskins : la justice américaine fixe des limites aux poursuites extraterritoriales du DoJ pour corruption”, *lemondedudroit.fr*, 15 avril 2020

« Le 26 février 2020, le ressortissant britannique, Lawrence Hoskins, condamné par un jury le 8 novembre 2019 pour des faits de corruption d’agent public étranger en lien avec sa participation au schéma corruptif initié par Alstom en Indonésie, a finalement été relaxé par un tribunal fédéral américain (United States District Court District of Connecticut) ».

<https://www.lemondedudroit.fr/decryptages/69514-affaire-hoskins-justice-americaine-fixe-limites-poursuites-extraterritoriales-doj-corruption.html>

AIRBUS

Personne morale

“Airbus Agrees to Pay over \$3.9 Billion in Global Penalties to Resolve Foreign Bribery and ITAR Case”, *justice.gov (Department of Justice)*, January 31, 2020

<https://www.justice.gov/opa/pr/airbus-agrees-pay-over-39-billion-global-penalties-resolve-foreign-bribery-and-itar-case>

Ronald C. Machen, Kimberly A. Parker, Jay Holtmeier, Erin G.H. Sloane, Cadene Russell Brooks and Chavi Keeney Nana, “Airbus to Pay Record \$4 Billion to Settle Global Bribery Scheme”, *wilmerhale.com*, February 5, 2020

« Between 2008 and 2015, members of the Company’s Strategy and Marketing Organization (“SMO”) allegedly used consultants to pay bribes to government officials and executives at various state-owned airlines to purchase Airbus aircraft and satellites. The SMO concealed the bribes by creating fraudulent contracts, receiving fake invoices for services never performed, and creating false activity reports for business partners. The alleged conduct spanned multiple countries—including Japan, Russia, China and Nepal.

Over the course of the entire period under review by the United States and other enforcement authorities, Airbus, among other things, allegedly paid \$50 million to

AirAsia Group directors through the sponsorship of a sports team owned by two AirAsia executives to induce more plane orders; \$2 million to the wife of a Sri Lankan Airlines executive through a shell company; \$3.3 million to senior staff at Indonesia's national airline; and millions to secure orders for military aircraft from the Ghanaian government.

The United States' investigation centered on an alleged bribery scheme in China. Between 2013 and 2015, Airbus allegedly paid business partners in China who used these payments as bribes to government officials in China. To conceal these transactions, Airbus made payments into a bank account in Hong Kong in the name of a company that was controlled by another business partner instead of paying the business partner directly. Airbus, through its employees, executives, and agents, also invited executives from Chinese airlines and their families to the United States for all-expense-paid events in Park City, Utah, and Maui, Hawaii ».

<https://www.wilmerhale.com/en/insights/client-alerts/20200205-airbus-to-pay-record-4-billion-to-settle-global-bribery-scheme>

Personnes physiques

Vincent Lamigeon et Antoine Izambard, "Airbus, Alstom, Société Générale... Ces cadres lâchés par leur entreprise", *Challenges*, 01/10/2019

https://www.challenges.fr/entreprise/ils-ont-ete-laches-par-leur-entreprise_676827

Enrique Moreira, "Nouveau départ programmé à la tête d'Airbus", *Les Echos*, 14 mai 2018

<https://www.lesechos.fr/2018/05/nouveau-depart-programme-a-la-tete-dairbus-990350>

"En pleine tourmente, Airbus change de directeur commercial", *Europe 1*, 28 novembre 2017

<https://www.europe1.fr/economie/en-pleine-tourmente-airbus-change-de-directeur-commercial-3505292>

TOTAL

"French Oil and Gas Company, Total, S.A., Charged in the United States and France in Connection with an International Bribery Scheme", *justice.gov (Department of Justice)*, May 29, 2013

« Total, S.A., a French oil and gas company that trades on the New York Stock Exchange, has agreed to pay a \$245.2 million monetary penalty to resolve charges related to violations of the Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) in connection with illegal payments made through third parties to a government official in Iran to obtain valuable oil and gas concessions.

[...] Also today, the U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) entered into a cease-and-desist order against Total in which the company agreed to pay an additional \$153 million in disgorgement and prejudgment interest. Total also agreed with the SEC to comply with certain undertakings regarding its FCPA compliance program, including the retention of a compliance consultant.

[...] In sum, between 1995 and 2004, at the direction of the Iranian official, Total corruptly made approximately \$60 million in bribe payments under the agreements for the purpose of inducing the Iranian official to use his influence in connection with Total's efforts to obtain and retain lucrative oil rights in the Sirri A and E and South Pars oil and gas fields ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/french-oil-and-gas-company-total-sa-charged-united-states-and-france-connection-international>

TECHNIP

“Technip S.A. Resolves Foreign Corrupt Practices Act Investigation and Agrees to Pay \$240 Million Criminal Penalty”, *justice.gov (Department of Justice)*, June 28, 2010

<https://www.justice.gov/opa/pr/technip-sa-resolves-foreign-corrupt-practices-act-investigation-and-agrees-pay-240-million>

Richard L. Cassin, “Technip in \$338 Million KBR – Related Settlement”, *fcpablog.com*, June 28, 2010

<https://fcpablog.com/2010/06/28/technip-in-338-million-kbr-related-settlement/>

Promotion : RIE03, “TECHNIP, un nouveau naufrage industriel français ; CNIM, un fleuron sous menace”, *ege.fr*, consulté le 7 décembre 2022

<https://www.ege.fr/sites/ege.fr/files/uploads/2020/08/LapertedeTechnip2.pdf>

SOCIETE GENERAL

Personne morale

“Société Générale S.A. Agrees to Pay \$860 Million in Criminal Penalties for Bribing Gaddafi-Era Libyan Officials and Manipulating LIBOR Rate”, *justice.gov (Department of Justice)*, June 4, 2018

« Bank admits to making over \$90 million in corrupt payments; Acknowledges manipulation of global benchmark interest rate, impacting financial products traded worldwide ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/soci-t-g-n-rle-sa-agrees-pay-860-million-criminal-penalties-bribing-gaddafi-era-libyan>

“La Société générale paye un milliard d'euros pour s'éviter deux procès”, *Le Point / AFP*, 04/06/2018

« Des « accords de principe » ont été conclus sur deux dossiers : la manipulation du taux interbancaire Libor et des soupçons de corruption.

Au total, Société générale va déboursier 1,34 milliard de dollars, soit 1,15 milliard d'euros, selon la justice américaine : 585 millions de dollars (500 millions d'euros) équitablement répartis entre le PNF et le DoJ sur le dossier libyen, 275 millions au DoJ sur le Libor et 475 millions à la CFTC sur ce dernier dossier. La banque a donc mordu hors du milliard d'euros qu'elle avait réservé à ces deux dossiers pour puiser dans le reste des 2,3 milliards qu'elle réserve aux litiges ».

https://www.lepoint.fr/economie/societe-generale-deux-litiges-de-longue-date-enfin-soldes-04-06-2018-2223947_28.php

Personnes physiques

Matthieu Protard et Maya Nikolaeva, “Le DG délégué Didier Valet quitte la SocGen à cause du Libor”, *Les Echos / Reuters*, 14 mars 2018

https://www.challenges.fr/finance-et-marche/le-dg-delegue-didier-valet-quitte-la-socgen-a-cause-du-libor_573758

ALCATEL-LUCENT

“Alcatel-Lucent S.A. and Three Subsidiaries Agree to Pay \$92 Million to Resolve Foreign Corrupt Practices Act Investigation”, *justice.gov (Department of Justice)*, December 27, 2010

« Coordinated Enforcement Actions by Department of Justice and SEC Result in Penalties of more than \$137 Million ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/technip-sa-resolves-foreign-corrupt-practices-act-investigation-and-agrees-pay-240-million>

2. ALLEMAGNE

COMMERZBANK

“Commerzbank AG Admits to Sanctions and Bank Secrecy Violations, Agrees to Forfeit \$563 Million and Pay \$79 Million Fine”, *justice.gov (DOJ)*, March 12, 2015

« Combined with Payments to Regulators, Commerzbank to Pay \$1.45 Billion ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/commerzbank-ag-admits-sanctions-and-bank-secrecy-violations-agrees-forfeit-563-million-and>

“Commerzbank paie 1,45 md USD pour avoir violé des embargos américains”, *L'Express/ AFP*, 12/03/2015

« New York - La deuxième banque allemande, Commerzbank, va payer 1,45 milliard de dollars aux Etats-Unis pour avoir violé des embargos contre l'Iran et le Soudan et favorisé une fraude comptable concernant le groupe japonais Olympus ».

https://www.lexpress.fr/economie/commerzbank-corrige-fortement-a-la-baisse-ses-resultats-apres-une-amende-aux-etats-unis_1660779.html

SIEMENS

“Siemens AG and Three Subsidiaries Plead Guilty to Foreign Corrupt Practices Act Violations and Agree to Pay \$450 Million in Combined Criminal Fines”, *justice.gov* (Department of Justice), December 15, 2008

« Coordinated Enforcement Actions by DOJ, SEC and German Authorities Result in Penalties of \$1.6 Billion ».

<https://www.justice.gov/archive/opa/pr/2008/December/08-crm-1105.html>

“Former Siemens Executive Pleads Guilty To Role in \$100 Million Foreign Bribery Scheme”, *justice.gov* (Department of Justice), March 15, 2018

<https://www.justice.gov/opa/pr/former-siemens-executive-pleads-guilty-role-100-million-foreign-bribery-scheme>

“Un deuxième cadre de Siemens plaide coupable de corruption”, *Le Figaro/ AFP*, 16 mars 2018

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/03/16/97002-20180316FILWWW00016-un-deuxieme-cadre-de-siemens-plaide-coupable-de-corruption.php>

Brendan Pierson, “Ex-Siemens employee pleads guilty in U.S. to Argentine bribery scheme”, *Reuters*, March 15, 2018

<https://www.reuters.com/article/uk-siemens-corruption-idUKKCN1GR3A9>

“Eight Former Senior Executives and Agents of Siemens Charged in Alleged \$100 Million Foreign Bribe Scheme”, *justice.gov* (DOJ), December 13, 2011

<https://www.justice.gov/opa/pr/eight-former-senior-executives-and-agents-siemens-charged-alleged-100-million-foreign-bribe#:~:text=WASHINGTON%E2%80%93Eight%20former%20executives%20and,to%20produce%20national%20identity%20cards%2C>

Frédéric Pierucci, “Alstom : la France vendue à la découpe ?”, *chaîne YouTube Thinkerview*, (voir de la cinquante-sixième à la cinquante-septième minute de la vidéo), diffusé en direct le 8 juillet 2019

<https://www.youtube.com/watch?v=dejeVuL9-7c>

FRESENIUS MEDICAL

“Fresenius Medical Care Agrees to Pay \$231 Million in Criminal Penalties and Disgorgement to Resolve Foreign Corrupt Practices Act Charges”, *justice.gov (DOJ)*, March 29, 2019

« Between 2007 and 2016, Fresenius paid bribes to publicly employed health and/or government officials to obtain or retain business in Angola and Saudi Arabia.

[...] In West Africa, Fresenius knowingly paid bribes to publicly employed health officials and government-employed doctors in numerous countries, including Benin, Burkina Faso, Cameroon, the Ivory Coast, Niger, Gabon, Chad and Senegal ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/fresenius-medical-care-agrees-pay-231-million-criminal-penalties-and-disgorgement-resolve>

DEUTSCHE BANK

Personne morale

“Deutsche Bank Agrees to Pay over \$130 Million to Resolve Foreign Corrupt Practices Act and Fraud Case”, *justice.gov (Department of Justice)*, January 8, 2021

<https://www.justice.gov/opa/pr/deutsche-bank-agrees-pay-over-130-million-resolve-foreign-corrupt-practices-act-and-fraud>

“Laura Noonan and Olaf Storbeck, Deutsche Bank pays nearly \$125m to resolve US bribery and fraud claims”, *Financial Times*, January 8, 2021

<https://www.ft.com/content/8bdf8fc9-0820-437c-b18c-fb6be6a517c0>

“Federal Reserve Board announces civil money penalty and issues cease and desist order against Deutsche Bank AG”, *federalreserve.gov*, November 04, 2015

« The Federal Reserve's order is being issued in conjunction with an action by the New York State Department of Financial Services for violations of various New York state laws. The total penalty issued by both agencies is \$258 million ».

<https://www.federalreserve.gov/newsevents/pressreleases/enforcement20151104a.htm>

Personnes physiques

Étienne Goetz, “Embargos américains : Deutsche Bank accepte de payer 258 millions de dollars”, *Les Echos*, 4 novembre 2015

<https://www.lesechos.fr/2015/11/embargos-americains-deutsche-bank-accepte-de-payer-258-millions-de-dollars-279747>

DAIMLER

“Daimler AG and Three Subsidiaries Resolve Foreign Corrupt Practices Act Investigation and Agree to Pay \$93.6 Million in Criminal Penalties”, *justice.gov (DOJ)*, April 1, 2010

« Combined Criminal and Civil Penalties of \$185 Million to be Paid.

According to court documents, Daimler AG and its subsidiaries made hundreds of improper payments worth tens of millions of dollars to foreign officials in at least 22 countries – including China, Croatia, Egypt, Greece, Hungary, Indonesia, Iraq, Ivory Coast, Latvia, Nigeria, Russia, Serbia and Montenegro, Thailand, Turkey, Turkmenistan, Uzbekistan, Vietnam and others – to assist in securing contracts with government customers for the purchase of Daimler vehicles ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/daimler-ag-and-three-subsidiaries-resolve-foreign-corrupt-practices-act-investigation-and>

3. ITALIE

PANALPINA

“Oil Services Companies and a Freight Forwarding Company Agree to Resolve Foreign Bribery Investigations and to Pay More Than \$156 Million in Criminal Penalties”, *justice.gov* (Department of Justice), November 4, 2010

« SEC and Companies Agree to Civil Disgorgement and Penalties of Approximately \$80 Million

Panalpina admitted that between 2002 and 2007, it paid thousands of bribes totaling at least \$27 million to foreign officials in at least seven countries, including Angola, Azerbaijan, Brazil, Kazakhstan, Nigeria, Russia and Turkmenistan ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/oil-services-companies-and-freight-forwarding-company-agree-resolve-foreign-bribery>

Richard L. Cassin, “Seven Companies Settle For \$236.5 Million (Updated)”, *fcpablog.com*, November 4, 2010

<https://fcpablog.com/2010/11/04/seven-companies-settle-for-2365-million-updated/>

ENI

“SEC Charges Italian Company and Dutch Subsidiary in Scheme Bribing Nigerian Officials With Carloads of Cash”, *sec.gov*, July 7, 2010

« ENI and Snamprogetti to Pay \$365 Million to Settle FCPA Violations ».

<https://www.sec.gov/news/press/2010/2010-119.htm>

Ian Simpson, “Saipem, Eni to pay \$365 mln in Nigeria bribe case”, *Reuters*, July 7, 2010

« Snamprogetti Netherlands, a Saipem unit, will pay \$240 million under an accord with the U.S. Justice Department to resolve bribery charges stemming from contracts to build liquid natural gas facilities at Bonny Island, Nigeria, Eni said in a statement.

Eni and Snamprogetti also will pay \$125 million to the U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) as part of a consent order with the SEC related to the Bonny Island contracts ».

<https://www.reuters.com/article/ozatp-eni-nigeria-20100707-idAFJOE6660MM20100707>

4. ISRAËL

TEVA PHARMACEUTICAL INDUSTRIES

“Teva Pharmaceutical Industries Ltd. Agrees to Pay More Than \$283 Million to Resolve Foreign Corrupt Practices Act Charges”, *justice.gov (Department of Justice)*, December 22, 2016

« Companies Agree to Pay Nearly \$520 Million to U.S. Criminal and Regulatory Authorities, Representing the Largest Criminal Fine Imposed Against a Pharmaceutical Company for Violations of the FCPA.

Teva Pharmaceutical Industries Ltd. (Teva), the world’s largest manufacturer of generic pharmaceutical products, and its wholly-owned Russian subsidiary, Teva LLC (Teva Russia), agreed to resolve criminal charges and to pay a criminal penalty of more than \$283 million in connection with schemes involving the bribery of government officials in Russia, Ukraine and Mexico in violation of the Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/teva-pharmaceutical-industries-ltd-agrees-pay-more-283-million-resolve-foreign-corrupt>

5. PAYS-BAS

VIMPELCOM (la société a pris le nom de VEON)

“VimpelCom Limited and Unitel LLC Enter into Global Foreign Bribery Resolution of More Than \$795 Million; United States Seeks \$850 Million Forfeiture in Corrupt Proceeds of Bribery Scheme”, *justice.gov (Department of Justice)*, February 18, 2016

<https://www.justice.gov/opa/pr/vimpelcom-limited-and-unitel-llc-enter-global-foreign-bribery-resolution-more-795-million>

SBM OFFSHORE

“SBM Offshore N.V. And United States-Based Subsidiary Resolve Foreign Corrupt Practices Act Case Involving Bribes in Five Countries”, *justice.gov (Department of Justice)*, November 29, 2017

« Company Agrees to Pay \$238 Million; Subsidiary Pleads Guilty ». <https://www.justice.gov/opa/pr/sbm-offshore-nv-and-united-states-based-subsidiary-resolve-foreign-corrupt-practices-act-case>

ING

“ING Bank N.V. Agrees to Forfeit \$619 Million for Illegal Transactions with Cuban and Iranian Entities”, *justice.gov (Department of Justice)*, June 12, 2012
<https://www.justice.gov/opa/pr/ing-bank-nv-agrees-forfeit-619-million-illegal-transactions-cuban-and-iranian-entities>

6. SINGAPOUR

KEPPEL OFFSHORE & MARINE

“Keppel Offshore & Marine Ltd. and U.S. Based Subsidiary Agree to Pay \$422 Million in Global Penalties to Resolve Foreign Bribery Case”, *justice.gov (Department of Justice)*, December 22, 2017
<https://www.justice.gov/opa/pr/keppel-offshore-marine-ltd-and-us-based-subsidiary-agree-pay-422-million-global-penalties>

7. SUISSE

ABB

“ABB Settles SEC Charges That It Engaged in Bribery Scheme in South Africa”, *sec.gov*, December 3, 2022

« The SEC’s order finds that, from 2015 through 2017, ABB executives in Switzerland and South Africa colluded with a high-ranking government official at Eskom, an electricity provider owned by the South African government, to funnel bribes to the official through complicit third-party service providers with whom the government official had close personal relationships. ABB paid the service providers more than \$37 million to bribe the government official. In return ABB obtained a \$160 million contract to provide cabling and installation work at Eskom’s Kusile Power Station ». <https://www.sec.gov/news/press-release/2022-214>

“ABB Becomes The First Company To Resolve THREE FCPA Enforcement Actions”, *fcpaprofessor.com*, December 6, 2022

« Since 2017 (see here for the prior post), ABB has been under additional FCPA scrutiny and last Friday ABB became the first company to resolve an FCPA enforcement action for a third time. The latest enforcement action concerned conduct in South Africa and the net FCPA settlement amount was \$147.5 million (a DOJ component of net \$72.5 million and an SEC component of net \$75 million) ».

<https://fcprofessor.com/abb-becomes-first-company-resolve-three-fcpa-enforcement-actions/>

GLENCORE

“Glencore Entered Guilty Pleas to Foreign Bribery and Market Manipulation Schemes”, *justice.gov (Department of Justice)*, May 24, 2022

<https://www.justice.gov/opa/pr/glencore-entered-guilty-pleas-foreign-bribery-and-market-manipulation-schemes>

“Corruption en Afrique : Glencore condamné à de fortes pénalités à Londres”, *France 24 / AFP*, 03/11/2022

« Dans le détail, Glencore a accepté de payer aux Etats-Unis une amende de 700 millions de dollars pour fraude et corruption, notamment au Brésil, au Cameroun, au Nigeria et au Venezuela, et pour détournement d'informations confidentielles, notamment au Mexique ».

<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20221103-corruption-en-afrique-glencore-condamne%C3%A9-%C3%A0-de-fortes-p%C3%A9nalit%C3%A9s-%C3%A0-londres>

8. ROYAUME-UNI

HSBC

“HSBC Holdings Plc. and HSBC Bank USA N.A. Admit to Anti-Money Laundering and Sanctions Violations”, Forfeit \$1.256 Billion in Deferred Prosecution Agreement, *justice.gov (Department of Justice)*, December 11, 2012

« Bank Agrees to Enhanced Compliance Obligations, Oversight by Monitoring Connection with Five-year Agreement.

In addition to forfeiting \$1.256 billion as part of its deferred prosecution agreement (DPA) with the Department of Justice, HSBC has also agreed to pay \$665 million in civil penalties – \$500 million to the Office of the Comptroller of the Currency (OCC) and \$165 million to the Federal Reserve – for its AML program violations. The OCC penalty also satisfies a \$500 million civil penalty of the Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN). The bank’s \$375 million settlement agreement with OFAC is satisfied by the forfeiture to the Department of Justice ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/hsbc-holdings-plc-and-hsbc-bank-usa-na-admit-anti-money-laundering-and-sanctions-violations>

STANDARD CHARTERED BANK

“Standard Chartered Bank Agrees to Forfeit \$227 Million for Illegal Transactions with Iran, Sudan, Libya, and Burma, Monday”, *justice.gov (Department of Justice)*, December 10, 2012

« According to court documents, from 2001 through 2007, SCB violated U.S. and New York state laws by moving millions of dollars illegally through the U.S. financial system on behalf of Iranian, Sudanese, Libyan and Burmese entities subject to U.S. economic sanctions ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/standard-chartered-bank-agrees-forfeit-227-million-illegal-transactions-iran-sudan-libya-and>

David Benoit, “Standard Chartered's Fine Tally Runs to \$667 Million”, *The Wall Street Journal*, December 10, 2012

<https://www.wsj.com/articles/BL-DLB-40874>

BAE SYSTEMS

“BAE Systems PLC Pleads Guilty and Ordered to Pay \$400 Million Criminal Fine”, *justice.gov (Department of Justice)*, March 1, 2010

<https://www.justice.gov/opa/pr/bae-systems-plc-pleads-guilty-and-ordered-pay-400-million-criminal-fine>

“Kevin T. Abikoff, FCPA Alert: U.S. and U.K. Authorities Reach Ground-Breaking Settlement with BAE Systems”, *hugheshubbard.com*, February 24, 2010

« BAES, Europe’s largest defense contractor by sales, had been under investigation since 2004 for several transactions in the 1990s, including in Saudi Arabia, South Africa, Tanzania, Romania, and the Czech Republic. According to the Information, BAES maintained a practice of using “marketing advisors” to assist in securing sales around the world ».

<https://www.hugheshubbard.com/news/fcpa-alert-u-s-and-u-k-authorities-reach-ground-breaking-settlement-with-bae-systems>

Isabelle Jouanneau, “Alstom, le piège américain”, *entreprendre.fr*, 07/03/2019

<https://www.entreprendre.fr/alstom-general-electric-le-piege-americain/>

LLOYDS TSB BANK

“Lloyds TSB Bank Plc Agrees to Forfeit \$350 Million in Connection with Violations of the International Emergency Economic Powers Act”, *justice.gov* (Department of Justice), January 9, 2009

<https://www.justice.gov/archive/opa/pr/2009/January/09-crm-023.html>

Andrew Clark, “Lloyds forfeits \$350m for disguising origin of funds from Iran and Sudan”, *theguardian.com*, January 10, 2009

<https://www.theguardian.com/business/2009/jan/10/lloyds-forfeits-350m-to-us>

BARCLAYS

“Barclays Bank PLC Agrees to Forfeit \$298 Million in Connection with Violations of the International Emergency Economic Powers Act and the Trading with the Enemy Act”, *justice.gov* (Department of Justice), August 18, 2010

« According to court documents, from as early as the mid-1990s until September 2006, Barclays knowingly and willfully moved or permitted to be moved hundreds of millions of dollars through the U.S. financial system on behalf of banks from Cuba, Iran, Libya, Sudan and Burma, and persons listed as parties or jurisdictions sanctioned by OFAC in violation of U.S. economic sanctions.

According to court documents, Barclays followed instructions, principally from banks in Cuba, Iran, Libya, Sudan and Burma, not to mention their names in U.S. dollar payment messages sent to Barclays’ branch in New York and to other financial institutions located in the United States ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/barclays-bank-plc-agrees-forfeit-298-million-connection-violations-international-emergency>

ROLLS-ROYCE

“Rolls-Royce plc Agrees to Pay \$170 Million Criminal Penalty to Resolve Foreign Corrupt Practices Act Case”, *justice.gov* (Department of Justice), January 17, 2017

« Company Agrees to \$800 Million Global Resolution with authorities in the United States, the United Kingdom and Brazil ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/rolls-royce-plc-agrees-pay-170-million-criminal-penalty-resolve-foreign-corrupt-practices-act>

9. JAPON

PANASONIC

“Panasonic Avionics Corporation Agrees to Pay \$137 Million to Resolve Foreign Corrupt Practices Act Charges”, *justice.gov* (Department of Justice), April 30, 2018

<https://www.justice.gov/opa/pr/panasonic-avionics-corporation-agrees-pay-137-million-resolve-foreign-corrupt-practices-act>

“USA : Panasonic à l'amende pour corruption au Moyen-Orient”, *Le Figaro / AFP*, 30/04/2018

« Le groupe japonais d'électronique et d'électroménager Panasonic a accepté lundi de s'acquitter d'amendes d'un montant total de plus de 280 millions de dollars pour solder des accusations de corruption aux Etats-Unis à l'encontre d'une de ses filiales ».

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/04/30/97002-20180430FILWWW00282-usa-panasonic-a-l-amende-pour-corruption-au-moyen-orient.php>

JGC

“JGC Corporation Resolves Foreign Corrupt Practices Act Investigation and Agrees to Pay a \$218.8 Million Criminal Penalty”, *justice.gov (Department of Justice)*, April 6, 2011

« \$1.5 Billion in Total Penalties Obtained to Date for Scheme to Bribe Nigerian Government Officials to Obtain Contracts ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/jgc-corporation-resolves-foreign-corrupt-practices-act-investigation-and-agrees-pay-2188>

10. ÉTATS-UNIS

KBR

“Kellogg Brown & Root LLC Pleads Guilty to Foreign Bribery Charges and Agrees to Pay \$402 Million Criminal Fine”, *justice.gov (Department of Justice)*, February 11, 2009

« Enforcement Actions by DOJ and SEC Result in Penalties of \$579 Million for KBR's Participation in a Scheme to Bribe Nigerian Government Officials to Obtain Contracts ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/kellogg-brown-root-llc-pleads-guilty-foreign-bribery-charges-and-agrees-pay-402-million>

OCH-ZIFF CAPITAL MANAGEMENT GROUP

“Och-Ziff Capital Management Admits to Role in Africa Bribery Conspiracies and Agrees to Pay \$213 Million Criminal Fine”, *justice.gov (Department of Justice)*, September 29, 2016

« Och-Ziff agreed to pay approximately \$199 million in disgorgement to the SEC, including prejudgment interest. Thus, the combined total amount of U.S. criminal and regulatory penalties paid by Och-Ziff is approximately \$412 million ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/och-ziff-capital-management-admits-role-africa-bribery-conspiracies-and-agrees-pay-213>

Richard L. Cassin, “Och-Ziff settles with SEC, DOJ for \$412 million”, *fcgablog.com*, September 29, 2016

<https://fcgablog.com/2016/09/29/och-ziff-settles-with-sec-doj-for-412-million/>

ALCOA

“Alcoa World Alumina Agrees to Plead Guilty to Foreign Bribery and Pay \$223 Million in Fines and Forfeiture”, *justice.gov (Department of Justice)*, January 9, 2014

« In a parallel action, Alcoa settled with the U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) and will pay an additional \$161 million in disgorgement, bringing the total amount of U.S. criminal and regulatory penalties to be paid by Alcoa and Alcoa World Alumina to \$384 million ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/alcoa-world-alumina-agrees-plead-guilty-foreign-bribery-and-pay-223-million-fines-and>

“Noam Noked, The Alcoa FCPA Settlement: Are We Entering Strict Liability Anti-Bribery Regime?”, *corpgov.law.harvard.edu*, February 5, 2014

<https://corpgov.law.harvard.edu/2014/02/05/the-alcoa-fcpa-settlement-are-we-entering-strict-liability-anti-bribery-regime/>

“Alcoa and joint venture partner to pay \$384m in Bahrain bribery case”, *BBC*, 10 January 2014

<https://www.bbc.com/news/business-25680679>

WALMART

“Walmart charged with FCPA violations”, *sec.gov*, June 20, 2019

« Walmart agreed to pay more than \$144 million to settle the SEC’s charges and approximately \$138 million to resolve parallel criminal charges by the U.S. Department of Justice for a combined total of more than \$282 million ».

<https://www.sec.gov/news/press-release/2019-102>

JPMORGAN CHASE

“JPMorgan Chase Paying \$264 Million to Settle FCPA Charges”, *sec.gov*, November 17, 2016

<https://www.sec.gov/news/press-release/2016-241>

Richard L. Cassin, "JPMorgan pays \$264 million to resolve 'Sons & Daughters Program' FCPA offenses", *justice.gov (Department of Justice)*, November 17, 2016

« JPMorgan Chase and a Hong Kong subsidiary agreed Thursday to pay \$264.4 million to the DOJ, SEC, and Federal Reserve to resolve FCPA offenses for awarding prestigious jobs to relatives and friends of Chinese government officials to win banking deals ».

<https://fcpablog.com/2016/11/17/jpmorgan-pays-264-million-to-resolve-sons-daughters-program/>

WEATHERFORD

"Three Subsidiaries of Weatherford International Limited Agree to Plead Guilty to FCPA and Export Control Violations", *justice.gov (Department of Justice)*, November 26, 2013

« Weatherford International and Subsidiaries Agree to Pay \$252 Million in Penalties and Fines ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/three-subsidiaries-weatherford-international-limited-agree-plead-guilty-fcpa-and-export>

Richard L. Cassin, "Weatherford pays \$152.6 million for FCPA violations, \$100 million for trade sanctions", *fcpablog.com*, November 26, 2013

<https://fcpablog.com/2013/11/26/weatherford-pays-1526-million-for-fcpa-violations-100-millio/>

AVON

"Avon China Pleads Guilty to Violating the FCPA by Concealing More Than \$8 Million in Gifts to Chinese Officials", *justice.gov (Department of Justice)*, December 17, 2014

« Avon Products Inc. and Avon Products (China) Co. Ltd. Will Pay More than \$135 Million in Criminal and Regulatory Penalties ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/avon-china-pleads-guilty-violating-fcpa-concealing-more-8-million-gifts-chinese-officials>

HEWLETT-PACKARD

"Hewlett-Packard Russia Agrees to Plead Guilty to Foreign Bribery", *justice.gov (Department of Justice)*, April 9, 2014

« HP Subsidiaries in Poland and Mexico Also Admit Misconduct; HP to Pay More Than \$100 Million in Criminal and Regulatory Penalties to the Department of Justice and the SEC ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/hewlett-packard-russia-agrees-plead-guilty-foreign-bribery>

11. SUÈDE

ERICSSON

“Ericsson Agrees to Pay Over \$1 Billion to Resolve FCPA Case”, *justice.gov* (Department of Justice), December 6, 2019

<https://www.justice.gov/opa/pr/ericsson-agrees-pay-over-1-billion-resolve-fcpa-case>

TELIA

“Telia Company AB and Its Uzbek Subsidiary Enter Into a Global Foreign Bribery Resolution of More Than \$965 Million for Corrupt Payments in Uzbekistan”, *justice.gov* (Department of Justice), September 21, 2017

« Companies Agree to Coordinated Resolution between the Department of Justice, U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) and the Kingdom of the Netherlands Representing the Second Major Resolution Involving Corruption by Telecom Companies in Uzbekistan ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/telia-company-ab-and-its-uzbek-subsidiary-enter-global-foreign-bribery-resolution-more-965>

“Telia : chute du bénéfice net après une amende record”, *ouest-france.fr/ AFP*, 19/10/2017

<https://www.ouest-france.fr/economie/telia-chute-du-benefice-net-apres-une-amende-record-5324220>

12. RUSSIE

MOBILES TELESYSTEMES

“Mobile Telesystems Pjsc and Its Uzbek Subsidiary Enter into Resolutions of \$850 Million with the Department of Justice for Paying Bribes in Uzbekistan”, *justice.gov* (DOJ), March 7, 2019

<https://www.justice.gov/opa/pr/mobile-telesystems-pjsc-and-its-uzbek-subsidiary-enter-resolutions-850-million-department>

Kristin Broughton, “Russian Telecom Agrees to Pay \$850 Million to Resolve Bribery Charges”, *The Wall Street Journal*, March 6, 2019

« Mobile TeleSystems PJSC bribed an Uzbek official who was a relative of the former president of Uzbekistan to win business in the country, the SEC said. The bribe enabled MTS to operate in Uzbekistan from 2004 through 2012. During that time, the company generated \$2.4 billion in revenue, the agency said ».

<https://www.wsj.com/articles/russian-telecom-agrees-to-pay-850-million-to-resolve-bribery-charges-11551920694>

13. BRÉSIL

ODEBRECHT

Romain Houeix, "Odebrecht, le scandale qui fait trembler toute l'Amérique latine", *France 24*, 22/12/2017

« Le scandale éclate en décembre 2015 quand plusieurs cadres du groupe ont confessé devant la justice avoir financé des campagnes électorales à travers tout le continent, propulsant des carrières politiques en échange de juteux contrats de marchés publics. Au total, près de 788 millions de dollars auraient été versés entre 2001 et 2016 dans 12 pays : le Brésil, l'Argentine, la Colombie, la République dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Pérou, le Venezuela. Deux pays africains sont également concernés : l'Angola et le Mozambique ».

<https://www.france24.com/fr/20171221-odebrecht-scandale-amerique-latine-bresil-corruption-justice>

"Odebrecht and Braskem Plead Guilty and Agree to Pay at Least \$3.5 Billion in Global Penalties to Resolve Largest Foreign Bribery Case in History", *justice.gov* (*Department of Justice*), December 21, 2016

« According to its admissions, Odebrecht engaged in a massive and unparalleled bribery and bid-rigging scheme for more than a decade, beginning as early as 2001. During that time, Odebrecht paid approximately \$788 million in bribes to government officials, their representatives and political parties in a number of countries in order to win business in those countries ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/odebrecht-and-braskem-plead-guilty-and-agree-pay-least-35-billion-global-penalties-resolve>

EMBRAER

"Embraer Agrees to Pay More than \$107 Million to Resolve Foreign Corrupt Practices Act Charges", *justice.gov* (*Department of Justice*), October 24, 2016

« Parallel Resolutions with the Securities and Exchange Commission and Brazilian Authorities Equaling \$97 Million in Disgorgement Also Announced Today ».

<https://www.justice.gov/opa/pr/embraer-agrees-pay-more-107-million-resolve-foreign-corrupt-practices-act-charges>

Richard L. Cassin, "Embraer pays \$205 million to settle FCPA charges", *fcpablog.com*, October 24, 2016

<https://fcpablog.com/2016/10/24/embraer-pays-205-million-to-settle-fcpa-charges/>

PETROBRAS

“Petróleo Brasileiro S.A. – Petrobras Agrees to Pay More Than \$850 Million for FCPA Violations”, *justice.gov (Department of Justice)*, September 27, 2018

<https://www.justice.gov/opa/pr/petr-leo-brasileiro-sa-petrobras-agrees-pay-more-850-million-fcpa-violations>

Richard L. Cassin, “Petrobras reaches \$1.78 billion FCPA resolution”, *fcpablog.com*, September 27, 2018

« The bribery included payments “to stop a parliamentary inquiry into Petrobras contracts” and “millions of dollars to the campaign of a Brazilian politician who had oversight over the location where one of Petrobras’s refineries was being built” ».

<https://fcpablog.com/2018/09/27/petrobras-reaches-178-billion-fcpa-resolution/>

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Emmanuelle d’Achon et Charles Trottman, “Application extraterritoriale de la loi en matière de lutte contre la corruption transnationale”, *igf.finances.gouv.fr*, page 62 et 63, Juin 2016

« Les trois dernières entreprises présentées dans le tableau précédent ont été condamnées à la suite de l’affaire « Bonny Island » au Nigeria. Une joint-venture (« TSKJ ») constituée de JGC Corporation, Technip SA, Snamprogetti Netherlands BV et Kellogg Brown & Root Inc. (KBR) a été accusée d’un vaste scandale de corruption d’agents publics nigériens en vue d’obtenir une série de contrats publics dans le domaine de la construction. Les trois entreprises citées par le tableau ont bénéficié d’un DPA, tandis que KBR a plaidé coupable et a dû payer une amende de 402 M de dollars américains ».

<https://www.igf.finances.gouv.fr/files/live/sites/igf/files/contributed/IGF%20internet/2.RapportsPublics/2016/2016-M-051.pdf>

Claire d’Urso, Alain Damais et Raphaël Gauvain, “Rétablir la souveraineté de la France et de l’Europe et protéger nos entreprises des lois et mesures à portée extraterritoriale”, *vie-publique.fr*, 26 juin 2019

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/194000532.pdf>

Jean-Baptiste Vila, “Renverser le rapport de force économique du FCPA grâce au droit”, *ege.fr*, 25 mai 2022

<https://www.ege.fr/infoquerre/renverser-le-rapport-de-force-economique-avec-les-etats-unis-grace-au-droit>

Frédéric Pierucci, “De l’asymétrie des sanctions américaines en matière de lutte contre la corruption”, *lajauneetlarouge.com*, Magazine N° 755, septembre 2020
<https://www.lajauneetlarouge.com/de-lasymetrie-des-sanctions-americales-en-matiere-de-lutte-contre-la-corruption/>

“SEC Enforcement Actions: FCPA Cases”, *sec.gov*, consulté le 17 décembre 2022
<https://www.sec.gov/enforce/sec-enforcement-actions-fcpa-cases>